

Extrait du registre des Délibérations

Comité Syndical

Séance du mardi 21 février 2023

Date de la convocation : Vendredi 3 février 2023

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, *Président* ; Michel CAPERAN, Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves COURREGES
Monique ARDOY, Jean-Michel BALEIX, Michel BILLE, Marion BUSSY, Jean-Louis CALDERONI, Eric CASTET, Frédéric CLABE, François DAMIAN-PICOLET, Gilbert DANAN, Jean-Marc DENAX, Victor DUDRET, Stéphanie DUMAS, Philippe DUVIGNAU, Frédéric GOMMY, Arnaud JACOTTIN, Yves LACOSTE, Jean-Yves LALANNE, Régis LAURAND, Jacques LEROUX-MENESTREY, Véronique LIPSOS-SALLENAVE, André NAHON, Karine RODRIGUEZ, Joël SEGOT, Gilles TESSON, Patricia WOLFS ;

Membres suppléants :

Jean-Marc I ARBERET a suppléé Muriel BAREILLE, Pierre HAMELIN a suppléé Michel BERNOS, Didier RIVIERE a suppléé Marie-Claire NE ; Patrick ROUSSELET a suppléé Francis PEES ;

Étaient représentés :

François BAYROU a donné pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, Jean-Louis PERES a donné pouvoir à Michel CAPERAN, Pauline ROY a donné pouvoir à Gilbert DANAN ;

Étaient excusés :

Mohamed AMARA, Christelle BONNEMASON-CARRERE, Najia BOUCHANNAFA, Thibault CHENEVIÈRE, Frédéric DAVAN, Gwendoline ISAAC-LAVIGNE, Clarisse JOHNSON-LE-LOHER, Jacques LOCATELLI, Bernard MARQUE, Marie-Laure MESTELAN, Valérie REVEL ;

Étaient absents :

Patrice BARTOLOMEO, Kenny BERTONAZZI, Françoise MARTEEL.

Secrétaire de séance : VICTOR DUDRET

02 -ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions combinées des articles L.5711-1, L.5211-36 et L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui imposent de débattre des orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci, je vous invite, avant le vote du budget primitif qui sera inscrit à l'ordre de jour de la prochaine séance du Comité Syndical, à débattre des Orientations budgétaires 2023 du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités (SM PBPM).

A - Contexte général de la construction des orientations budgétaires

Alors que le conflit en Ukraine perturbe l'approvisionnement énergétique et que le risque de rationnement participe à ralentir la consommation des ménages en France, la croissance reste positive au 3^{ème} trimestre 2022. L'activité a continué de résister malgré une inflation élevée : 6.2% en octobre 2022. L'inflation française demeure toutefois inférieure à celle de la zone Euro.

Le déficit public devrait atteindre 5% du PIB en 2022 et s'y stabiliser en 2023. Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2023 prévoit une baisse de 1.5% du volume des dépenses publiques en raison de la forte diminution des mesures de soutien d'urgence pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie.

Les taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) vont augmenter dans les années à venir. Le poids de la dette va donc contraindre la France à plus de rigueur dans la gestion de ses finances publiques.

C'est dans ce contexte que le projet de loi de programmation des Finances Publiques pour les années 2023 à 2027 vise comme trajectoire un retour du déficit public sous le seuil des 3% du PIB à l'horizon 2027. Dans les principales mesures de ce PLF, l'État veut s'assurer de la contribution des Collectivités à l'effort de réduction du déficit public en prévoyant une trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.

Un dispositif est mis en place pour respecter ces objectifs : le pacte de stabilité mis en œuvre en 2018 laisse place au pacte de confiance.

Dans le PLF 2023, les transferts financiers de l'État aux collectivités sont en hausse, ils atteignent 107.5 milliards d'euros en hausse de 1.5%. Cette augmentation est principalement liée au fond d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

Les prélèvements opérés sur les recettes de l'État (PSR) au profit des Collectivités Territoriales s'élèvent à 43.7 milliards d'euros :

- La Dotation Générale de Fonctionnement est stable,
- Les dotations de soutien à l'investissement local seront identiques à 2022
- Un « fonds vert » inscrit pour 1.5 milliards d'euros engage le gouvernement en matière de lutte contre le changement climatique.

Afin de soutenir la compétitivité des entreprises françaises, le gouvernement poursuit l'allègement de leur imposition :

- Suppression de la CVAE,
- Plafonnement de la CET.

C'est dans ce contexte de ralentissement de croissance que je vous demande de débattre des orientations budgétaires pour l'année 2023.

B - Orientations budgétaires du Syndicat Mixte en 2023

Recettes de fonctionnement

Les principales ressources du Syndicat sont constituées par :

- Le Versement Mobilité (VM)
- Les recettes commerciales : titres de transports et redevance publicitaire
- Les dotations et subventions

Pour l'année 2023, les recettes réelles de fonctionnement sont estimées à 37M€ : montant identique à 2022.

Le VM reste la principale ressource et représente 80% de nos recettes. Dans le contexte économique actuel, une recette prudente de 29.5M€ sera inscrite au budget.

Le montant des recettes commerciales avec le reversement des titres de transport par la STAP attendu en 2023 sera de 4.4M€ et conforme à l'avenant n°10 du contrat de DSP.

Il en est de même pour la redevance publicitaire versée par Clear Channel, dont le montant attendu est estimé à 500K€

Les dotations restent stables, il s'agit de la DGD et du reversement par la Région de la compensation au titre du transfert des transports scolaires. Le syndicat peut compter sur une recette de 2,4M€.

Des subventions d'exploitation de l'Europe (Bus H2 et station H2) et de l'État (VAE) sont attendus pour 17K€.

Dépenses de fonctionnement

Pour l'année 2023, les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à 36.6M€, soit un montant identique à l'exercice 2022.

Le contrat avec la SPL-STAP prévoit, pour l'année 2023, une contribution du syndicat de 29,9M€ en € valeur 2022 ; les hypothèses d'indexation en €₂₀₂₃ conduisent à estimer une contribution de 31,5 M€, auxquels il est proposé de provisionner un montant de 500 K€ au titre des contentieux en cours au sein de la SPL. Soit un montant de **32 M€**.

Les dépenses à caractère général sont estimées à **2.4M€**.

Le remboursement des charges du personnel mis à disposition à la CA PBP sera de **1.1M€**.

Les charges financières s'élèvent à **853K€**.

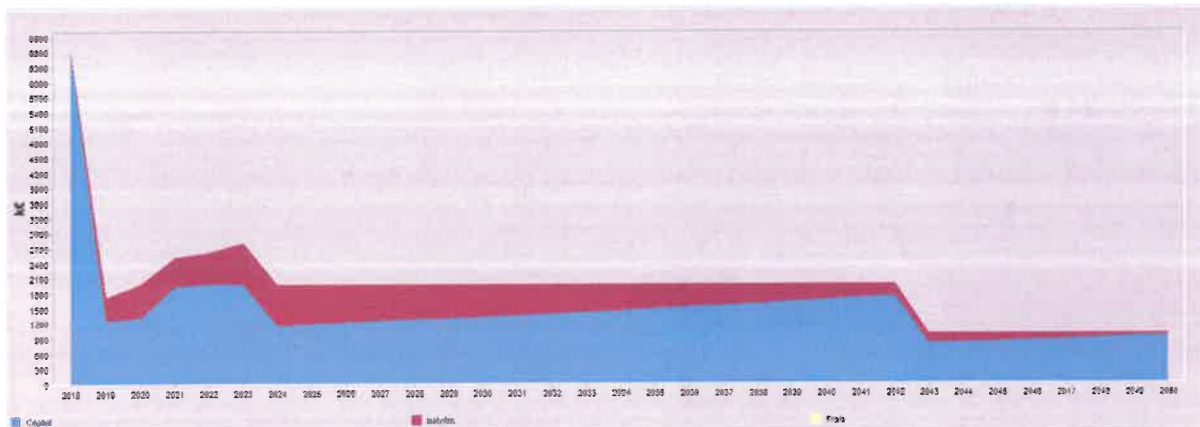
Ces dépenses de fonctionnement sont financées en totalité par les recettes de fonctionnement.

C - La programmation des investissements

- Dette

Le montant de la dette au 01/01/2023 est de 6M€.

1.9M€ de remboursement de capital sont à inscrire à la section d'investissement et 853K€ de frais financiers à la section de fonctionnement.



Évolution des remboursements par année

- Dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement sont estimées à 14M€

Une autorisation de programme est en cours :

- AP Équipement Réseau : les investissements portés par cette AP seront mis à disposition de notre délégataire la STAP. L'acquisition de bus (4 bus électriques et 3 bus hybrides), l'aménagement de l'agence commerciale place d'Espagne, le renouvellement du système radio, l'acquisition et le renouvellement de la flotte de vélos Idecycle, la mise en accessibilité des quai bus et l'achat de mobilier urbain, pour un montant de **8.3M€**.

Les autres projets à engager en 2023 :

- Funiculaire : **100K€** pour la grande inspection des cabines
- Chronobus : **2.5M€** de travaux, études et acquisitions foncières
- Pôles échanges multimodal : le montant de la participation du syndicat pour 2023 s'élève à **882K€**
- PCRT : **200K€** pour l'achat de logiciel et d'installation

Les recettes réelles d'investissement sont estimées à 900K€ : est attendu le versement d'une subvention de la Région Nouvelle Aquitaine d'aide au financement de la station hydrogène.

Après avis du Bureau de la Commission Mixte du 24 janvier 2023, le Comité Syndical prend acte de la présentation des orientations budgétaires 2023 telles qu'exposées ci-dessus.

**Conclusions adoptées
à l'unanimité**

**Suivent les signatures,
Pour extrait conforme.**



**Nicolas PATRIARCHE
Président de Pau Béarn Pyrénées Mobilités**